



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE
Service de l'Animation des Politiques
Publiques Interministérielles
et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement

Arrêté n° PREF-SAPPIE-BE-2020-316

du 17 septembre 2020

**portant prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière de sables et graviers
par la Société Sablières de Gurgy, située aux lieux-dits « Néron », « Le Nouzeau » et
« Le Nord de la Picardie » sur le territoire de la commune de GURGY**

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le Code de l'environnement, notamment son article L. 181-14 ;
- VU** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** le schéma départemental des carrières de l'Yonne, approuvé par arrêté préfectoral du 10 septembre 2012 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2010-0308 du 18 juin 2010 autorisant, pour une durée de 10 ans, la Société SABLIERES DE GURGY à exploiter une carrière de sables et graviers aux lieux-dits « Néron », « Le Nouzeau » et « Le Nord de la Picardie », sur le territoire de la commune de GURGY ;
- VU** le complément à la demande de modification du phasage d'exploitation présenté par la Société Sablières de Gurgy pour sa carrière de GURGY, reçu en préfecture de l'Yonne le 3 avril 2018 ;
- VU** la lettre du 16 novembre 2018 par laquelle la modification du phasage a été actée en raison de son caractère non substantiel ;
- VU** la demande en date du 20 janvier 2020 présentée par M. Emmanuel FAROCHE, agissant en qualité de Président de la Société Sablières de Gurgy, en vue de prolonger d'un an l'exploitation de la carrière de sables et graviers située aux lieux-dits « Néron », « Le Nouzeau » et « Le Nord de la Picardie », sur le territoire de la commune de GURGY ;

- VU** le rapport du 26 août 2020 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Bourgogne-Franche-Comté, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 27 août 2020 ;
- VU** l'absence d'observations de la part du demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande de prolongation est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande de prolongation est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2010 susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'une modification du phasage d'exploitation est déjà intervenue depuis la délivrance de l'arrêté d'autorisation susvisé pour réajuster le phasage d'exploitation compte tenu du retard pris dans l'exploitation suite à des inondations, à la baisse du marché du bâtiment et des travaux publics et à la pratique de substitution qui permet d'économiser les matériaux alluvionnaires ;

CONSIDÉRANT que le rythme d'exploitation de cette carrière a toujours été moins élevé que prévu et, qu'à ce titre, une année supplémentaire est nécessaire pour terminer l'exploitation du gisement et la remise en état de la carrière ;

CONSIDÉRANT que la présente demande de prolongation de durée de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2010 susvisé porte uniquement sur le délai accordé pour permettre une poursuite rationnelle de l'exploitation de la carrière, dans l'emprise déjà autorisée, sans extension du gisement et qu'elle n'est pas de nature à engendrer d'impact supplémentaire ;

CONSIDÉRANT les avis favorables des propriétaires des terrains et du Maire de la commune de GURGY consultés sur la remise en état de la carrière prévue à l'issue de la prolongation demandée par la Société Sablières de Gurgy ;

CONSIDÉRANT que la modification de durée d'exploitation demandée ne présente aucun caractère substantiel ;

CONSIDÉRANT qu'en égard aux caractéristiques du projet, il convient d'édicter des prescriptions complémentaires en application de l'article R. 181-46-II du Code de l'environnement, dans le but de prévenir les impacts liés à ce projet ;

CONSIDÉRANT que dans ces conditions, il y a lieu de prescrire la prolongation de l'obligation de constituer une garantie financière pour l'exploitation de cette carrière ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} - Nature de l'autorisation

L'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2010-0308 du 18 juin 2010 autorisant pour une durée de 10 ans la Société Sablières de Gurgy à exploiter une carrière de sables et graviers aux lieux-dits « Néron », « Le Nouveau » et « Le Nord de la Picardie », sur le territoire de la commune de GURGY, est modifié et complété par les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Prolongation de l'autorisation

La durée d'autorisation prescrite à l'article 1.4.1 de l'arrêté d'autorisation du 18 juin 2010 susvisé, est **prolongée jusqu'au 18 juin 2021**.

Article 3 - Garanties financières

L'obligation de constituer une garantie financière prévue par l'article 1.6 de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2010 susvisé est prolongée jusqu'à la date de constatation de la remise en état du site par l'inspection des installations classées.

Le montant de la garantie financière à cautionner est mis à jour comme suit :

Période	Surface des infrastructures (ha)	Surface en chantier (ha)	Linéaire des berges (m)	Montant des garanties financières
2020 à constatation de la remise en état	1,3590	4,0355	743,000	227 243 €

Valeurs de référence prises pour le calcul du montant de la garantie financière : indice TP01 = 110,4 (décembre 2019) et TVA = 20 % (décembre 2019) et surfaces définies selon le plan joint en annexe.

L'attestation de garantie financière, couvrant la période 2020 jusqu'à la constatation de remise en état, sera adressée par la Société Sablières de Gurgy au Préfet de l'Yonne avant le délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 3 - Fin d'exploitation

La remise en état du site doit être achevée au plus tard le 18 juin 2021, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt au moins 6 mois avant celui-ci, conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement.

Article 4 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site Internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la Société Salières de Gurgy.

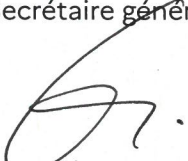
Article 5 - Exécution

Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et M. le DREAL Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée :

- à Mme le Maire de Gurgy
- à Mme la Responsable de l'Unité Interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL Bourgogne-Franche-Comté,
- au Directeur Départemental des Territoires de l'Yonne,
- au Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le **17 SEP. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète,
Secrétaire générale



Françoise FUGIER

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié,

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télerecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE – GARANTIES FINANCIÈRES
de 2020 jusqu'au récollement

